

UKRAINE: STOP A LA MARCHE GUERRIERE DE L'OTAN!

Une nouvelle fois les États-Unis, qui voient leur hégémonie mondiale remise en cause partout sur la planète, tentent de la réimposer par la force d'une logique de guerre. Après 30 ans d'extension de l'UE et de l'OTAN vers les frontières de la Russie, la stratégie états-unienne vise à amener l'allié européen à entrer dans une confrontation frontale avec la Russie, alors qu'un pays comme l'Allemagne n'y a pas intérêt en raison de son approvisionnement en gaz. Pour cela, il fallait camoufler le contexte historique du conflit en cours en Ukraine pour présenter la Russie comme puissance agressive. C'est ce scénario que les États-Unis déploient depuis plusieurs semaines et que les médias dominants diffusent à longueur de journées dans nos chaumières.

L'importance du contexte historique

Ne pas resituer un conflit dans son contexte, c'est se condamner à ne pas comprendre les enjeux qu'il véhicule et les intérêts qu'il met en opposition. Qu'est-ce qui explique ainsi l'apparition des républiques russophones de Donetsk et de Lougansk ?

Il faut rappeler que les populations russophones des régions de l'Est de l'Ukraine vivaient autrefois dans un seul et même pays que leurs voisins russes : l'URSS. L'éclatement nationaliste de l'URSS a conduit ces populations à se retrouver dans un statut de « minorité nationale » au sein de l'Ukraine indépendante. Tant que celle-ci respectait plus ou moins ses minorités, cette situation était tenable, mais en 2014, une pseudo « révolution » à Kiev, soutenue par l'ensemble des pays occidentaux, a mis au pouvoir des forces ultranationalistes. Cette pseudo « révolution » a été marquée ainsi par la présence active de nombreuses forces se réclamant ouvertement du fascisme et par un déploiement du discours raciste contre les Russes ou russophones d'Ukraine. Le nouveau gouvernement issu de ce coup d'état comporte par exemple en 2014 quatre ministres du parti Svoboda, un parti se revendiquant de Stépan Bandera un leader fasciste ukrainien ayant combattu l'URSS avec les troupes nazies lors de la seconde guerre mondiale. Ce parti s'appelait d'ailleurs jusqu'en 2004 « parti national-socialiste ». La fascisation de l'appareil d'état est illustrée par l'intégration à la garde nationale ukrainienne du régiment Azov, coupable de nombreuses exactions et dirigé par Andriy Biletsky homme politique d'extrême droite.

Le nouveau pouvoir a abrogé en 2014 la loi sur les langues régionales qui protégeait les langues minoritaires (russe essentiellement, mais aussi roumain, hongrois). Le statut de langue officielle de ces langues dans les régions où ces minorités sont fortement représentées, principe datant de l'URSS, est alors abrogé. C'est cette politique

d'oppression nationale qui conduit à la proclamation des républiques de Donetsk et de Lougansk à l'Est de l'Ukraine après un référendum d'autodétermination en mai 2014.

La Russie, puissance « agressive » ?

Le nouveau pouvoir installé en Ukraine à partir de 2014 est bien sûr pro-états-unien, ce qui se traduit par des livraisons massives d'armes et d'aide financière à ce pays. Le contexte historique est aussi, ainsi, celui d'un encerclement grandissant de la Russie par les troupes de l'OTAN qui cherche à intégrer l'Ukraine fascisante. Il suffit de lire la liste des pays membres de l'OTAN pour se rendre compte de l'encerclement militaire terrestre, aérien et naval de la Russie.

Aujourd'hui, depuis des semaines le gouvernement états-unien annonce l'imminence d'une invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Il s'agit, à longueur d'antenne, de diffuser la peur d'une guerre de la « grande Russie » contre la « petite Ukraine », des méchants russes contre les gentils ukrainiens et les gentils occidentaux, de Goliath contre David. Comme d'habitude la plupart des grands médias ont alimenté cette politique de la peur et de la diabolisation visant à justifier au pire une entrée en guerre de l'OTAN et aux mieux la poursuite de l'extension de cette alliance militaire dans la région avec en particulier l'entrée souhaitée et préparée de l'Ukraine dans cette alliance. Que l'Etat russe veuille stopper cette logique d'encerclement militaire grandissant est une évidence. Qu'il vise, en faisant une démonstration de ces forces militaires aux frontières ukrainiennes, à souligner ses capacités de riposte en cas de nouvelle agression, est logique. Derrière l'agresseur désigné se cache ainsi l'agresseur réel, celui qui a intérêt à la logique de la tension et de la guerre, celui qui a menti pour attaquer l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie. Humilié en Afghanistan après une guerre de vingt ans et freiné dans plusieurs conflits [Afrique, Syrie, Géorgie, etc.] par l'alliance grandissante de la Chine et de la Russie, les États-Unis ont un intérêt immédiat à chercher à entraîner la Russie pour l'embourber dans un conflit local.

De la provocation, à la guerre ?

Depuis plusieurs jours, l'armée ukrainienne a lancé des attaques et bombardements contre les infrastructures électriques de Gorlovka dans le Donbass, contre le gazoduc vers Lougansk, sur l'aéroport de Donetsk en violation du cessez-le-feu en vigueur depuis juillet 2020. Des dizaines de milliers d'habitants russophones de ces deux républiques ont fui vers la Russie voisine et en particulier vers la ville de Rostov sur le Don qui n'est qu'à une vingtaine de kilomètres de la frontière. Le gouvernement ukrainien tente ainsi, avec l'appui des États-Unis, de vider de leurs habitants ces



républiques afin de régler une question qu'il n'a pas pu trancher militairement et diplomatiquement. Bien sûr ces agressions sont présentées par le gouvernement ukrainien comme étant le fait d'actes de sabotage des « séparatistes russes ». L'ampleur des dégâts, les endroits où se situent les destructions, le nombre de réfugiés russophones, le caractère stratégique des cibles pour les deux républiques russophones (infrastructure électriques, gazières et aéroportuaire), démentent cette version officielle ukrainienne (propagande fasciste relayée massivement ici par nos médias). C'est dans ce contexte qu'il faut situer la décision russe de reconnaître officiellement ces deux républiques et de signer avec elles des « accords d'entraide » d'une durée de 10 ans prévoyant la présence d'« unités militaires russes nécessaires au maintien de la paix dans la région et d'assurer une sécurité durable ».

La réaction occidentale est sans surprise l'annonce de nouvelles sanctions contre la Russie et de nouvelles menaces guerrières. L'Union Européenne impérialiste et le pouvoir bourgeois de France vont bien sûr dans la même direction. Rappelons que des avions de guerre français et de l'OTAN ont été récemment reconduits par l'aviation russe après avoir franchi l'espace aérien de la Russie. Face à ces nouvelles menaces de guerre, les peuples ont un intérêt immédiat à développer un véritable mouvement de la paix capable de faire pression sur leur gouvernement. Dans l'immédiat, le peuple français a intérêt à répondre fermement aux fauteurs de guerre : **Pas une arme, pas un soldat français en Ukraine !**